



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Bretagne

Direction départementale des territoires
et de la mer

Service eau biodiversité risques
Unité de gestion des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 24 JUIN 2025
instituant des servitudes d'utilité publique dans une bande de 200 mètres
autour de la zone d'exploitation de stockage de déchets non dangereux exploitée
par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE dans les communes de La Vraie-Croix et Larré

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L.153-60 ;

VU le décret du 7 mai 2025 nommant Monsieur Michaël GALY préfet du Morbihan ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié autorisant la société ECOSITE CROIX IRTTELLE à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de LA VRAIE CROIX ;

VU la demande d'autorisation environnementale déposée le 8 février 2025, complétée les 9 février 2024, 12 juillet 2024 et 10 octobre 2024 par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE, en vue du développement des activités de l'ECOSITE à LA VRAIE-CROIX (1 La Croix Irtelle) ;

VU la demande en date du 9 février 2024 portée par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE d'instaurer, dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale, des servitudes d'utilité publique sur le territoire des communes de La Vraie Croix, Elven et Larré ;

VU l'information des propriétaires, des maires des communes de La Vraie Croix, Elven et Larré ainsi que de la société ECOSITE CROIX IRTTELLE sur le projet de servitudes d'utilité publique ;

VU les avis favorables des conseils municipaux de La Vraie Croix et Elven ;

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Larré ;

VU les avis réputés favorables des propriétaires des terrains concernés par le projet des servitudes d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant ouverture de l'enquête publique ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage et de publicité liées à l'enquête publique ;

VU les compléments apportés le 27 janvier 2025 par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE actualisant les coordonnées et les conventions privées signées avec certains propriétaires ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur reçus le 19 février 2025 ;

VU les rapports et les propositions en date des 7 octobre 2024 et 28 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 5 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société ECOSITE CROIX IRTELLE ne dispose pas de convention d'isolement ou de la maîtrise foncière de la totalité des terrains situés dans un périmètre de 200 mètres autour de la zone d'exploitation de l'installation de stockage ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, prévoit qu' *« afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec l'installation, les casiers sont situés à une distance minimale de 200 mètres de la limite de propriété du site. Cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriété et la dite distance de 200 mètres sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation et de la période de suivi du casier, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée. Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers. »*

Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers. »

CONSIDÉRANT que ces garanties en termes d'isolement participent à la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement pré-cité, en particulier pour ce qui concerne la santé publique ;

CONSIDÉRANT qu'afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé, l'article L.515-12 du même code prévoit que sont instituées des servitudes d'utilité publique sur les emprises des sites de stockage de déchets ainsi que, si nécessaire, à l'intérieur d'une bande de 200 mètres autour de ces terrains et emprises ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de garantir l'isolement des installations de stockage de déchets non dangereux qui font partie de la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 9 février 2024, et des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats du site par rapport aux tiers sur les parcelles concernées ;

CONSIDÉRANT que la bande des 50 mètres autour des installations de gestion du biogaz et des installations de lixiviats ainsi que la bande d'isolement des 100 mètres autour du casier plâtre ne s'étend pas au-delà de la bande des 200 mètres ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prescrire les restrictions à l'utilisation des sols sur la bande de 200 mètres par voie d'un arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que les usages actuels sont compatibles avec les restrictions d'usage proposées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la durée d'exploitation prévue est de 39 ans et que la durée post-exploitation est prévue pour 25 ans supplémentaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 : DÉFINITION

En référence à l'article L.515-12 du code de l'environnement, sont instituées des servitudes sur les parcelles situées dans la bande des 200 mètres autour de l'installation exploitée par la société ECOSITE CROIX IRTELLE sur le territoire des communes de La Vraie Croix et Larré.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Référence cadastrale	Lieu-dit	Surface cadastrale totale (m ²)	Surface comprise dans la bande des 200 m (m ²)
La Vraie-Croix	000 ZA 30	Terres de Liverni	7 230	3 709
	000 ZA 8	Lande de la Croix Irtelle	180	114
	000 ZA 9	Lande de la Croix Irtelle	230	154
	000 ZA 11	Lande de la Croix Irtelle	8 210	7 204
	000 ZA 14	Le Croiso	18 520	149
Larré	000 ZS 14	Le Griby	3 951	3 951
Surface totale de servitude d'utilité publique à instaurer			38 321	15 281

Le plan fourni en annexe 1 matérialise la délimitation des terrains afférents.

Article 2 : INTERDICTIONS

Sur les parcelles listées à l'annexe 1 du présent arrêté, sont interdits, sur les surfaces concernées par la servitude indiquée, représentées sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté :

- l'installation des constructions d'habitations habituellement occupées par des tiers et les établissements recevant du public,
- l'aménagement de terrains de sport, de camping, d'aires de stationnement de véhicules ou d'habitat mobile pour les gens du voyage et de parcs de loisirs ou assimilés,
- l'installation des projets susceptibles de modifier l'état du sol et du sous-sol et de perturber la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site,
- la réalisation de puits et de forages pour captage d'eau.

Article 3 : MODALITÉ D'INSTITUTION

Ces servitudes sont instaurées pour la durée de l'exploitation et la période de suivi à long terme de 25 ans, de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société ECOSITE CROIX IRTELLE.

En vertu des dispositions de l'article L.515-10 du code de l'environnement, les présentes servitudes devront être annexées au plan local d'urbanisme des communes de La Vraie Croix et Larré dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 4 : INDEMNISATION

Conformément à l'article L.515-11 du code de l'environnement, lorsque l'institution des servitudes prévues à l'article L.515-8 entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision instituant la servitude. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de l'installation.

Article 5 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.515-31-7 du code de l'environnement, et en vertu de l'article 36 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan, et fait l'objet d'une publicité foncière, à la diligence de l'exploitant de l'installation.

L'arrêté est également publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant de l'installation classée.

Article 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes. Ce dernier peut être saisi d'une requête par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié aux maires des communes de La Vraie Croix et Larré, à la société ECOSITE CROIX IRTELLE, et à chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit lorsqu'ils sont connus.

Article 8 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du département du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, inspection des installations classées et les maires de La Vraie-Croix et Larré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

Le préfet

24 JUIN 2025

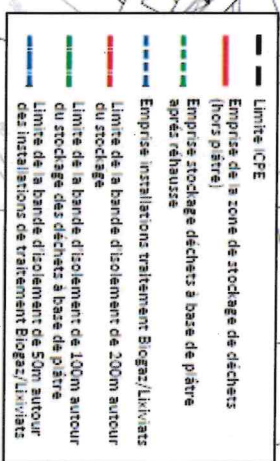
Pour le Préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le directeur de la société Ecosite Croix Irtelle
- MM. Jean-Luc Le Benezic, Yannick Jehanno et Marcel Boulho
- M. le président du conseil départemental du Morbihan
- Mme et M. les maires de Larré et La Vraie-Croix
- M. le président de Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération
- M. le président de Questembert Communauté
- M. le DREAL – UD 56

24 JUN 2025



Annexe 2 de l'arrêté préfectoral du **24 JUIN 2025**

Figure 1 : Bandes d'isolement



Parcelles objet de
la demande SUP

Parcelles sous
convention privée
à la clôture de
l'enquête publique
le 17/01/2025

Parcelles en
propriété du
groupe SECHE